

Coordonnateur affaires juridiques et secrétaire adjoint



Nous sommes à la recherche d'un nouveau Coordonnateur affaires juridiques et secrétaire adjoint, dynamique et rigoureux pour soutenir la directrice générale et secrétaire de ***l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec***. Nous offrons un environnement de travail positif et collégial, des horaires flexibles et un programme complet d'avantages sociaux.

Sous la responsabilité de la directrice générale et secrétaire, cette personne coordonne l'ensemble des affaires juridiques et du secrétariat de l'Ordre auprès des instances décisionnelles.

Les principales responsabilités :

- Coordonner les séances du Conseil d'administration, du comité exécutif et des comités sous sa responsabilité, et ce, en étroite collaboration avec la directrice générale et secrétaire de l'Ordre;
- Préparer un plan d'actions relatif à la modernisation du cadre réglementaire et législatif et en assurer la rédaction selon les priorités établies par le Conseil d'administration;
- Représenter l'Ordre en matière de rédaction législative et réglementaire auprès de l'Office des professions et des autres ministères;
- Être le représentant de l'Ordre au Forum des conseillers juridiques du Conseil interprofessionnel du Québec;
- Assurer tous les suivis requis à l'égard des documents et renseignements obtenus ou détenus par l'Ordre conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;
- S'assurer du respect des dispositions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*;
- Préparer des avis juridiques et offrir des conseils juridiques aux instances de l'Ordre ainsi qu'aux autres directions;
- Rédiger des mémoires, articles et effectuer des présentations en Commission parlementaire en appui au président et à la directrice générale de l'Ordre;
- Superviser les travaux sous la responsabilité de la secrétaire du Conseil de discipline, comité de révision et de l'arbitrage;
- Assurer les suivis en matière de la réglementation liée à l'exercice de la profession en société et aux dispenses de la formation continue obligatoire et de l'assurance responsabilité professionnelle;
- Agir à titre de personne-ressource du Conseil d'administration, du comité exécutif, du comité de gouvernance et d'éthique et du comité de transition du Fonds d'assurance (mise en œuvre de la Loi 23).

- Appuyer la directrice générale et secrétaire de l'Ordre dans le cadre de l'organisation et la tenue des élections à tous les deux ans, et ce conformément à la Loi et au cadre réglementaire.
- Agir à titre de formateur dans le cadre du programme de formation professionnelle – volet obligations professionnelles.

Le profil:

- Être titulaire d'un Baccalauréat en droit;
- Être membre de la Chambre des notaires du Québec ou du Barreau du Québec depuis au moins cinq (5) ans;
- Détenir au moins cinq (5) ans d'expérience en rédaction législative et réglementaire;
- Avoir d'excellentes connaissances du système professionnel du Québec;
- Une expérience en représentation gouvernementale et une connaissance du secteur immobilier constituent un atout.

Les compétences recherchées :

- Faire preuve de rigueur;
- Démontrer de fortes aptitudes pour le travail d'équipe et les relations interpersonnelles;
- Faire preuve de professionnalisme et de discrétion;
- Faire preuve d'autonomie;
- Excellente capacité de rédaction législative, réglementaire, etc.;
- Avoir une excellente maîtrise de la langue française, tant à l'oral qu'à l'écrit.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae en mentionnant le titre du poste à : recrutement@oeaq.qc.ca d'ici le 15 mars 2019.

Le genre masculin, utilisé pour alléger la lecture du présent texte, inclut également le féminin.

L'Ordre des évaluateurs agréés du Québec remercie tous les candidats et toutes les candidates de leur intérêt, mais seules les personnes dont la candidature sera retenue seront convoquées à une entrevue.

À propos de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ)

L'Ordre célébrera très bientôt son 50^e anniversaire. En effet, créé en 1969, l'Ordre est assujéti au *Code des professions du Québec* et il regroupe plus de 1000 professionnels dont le travail consiste, notamment, à formuler une opinion impartiale et motivée de la valeur d'un bien ou d'un droit immobilier. L'Ordre a pour principale fonction d'assurer la protection du public en encadrant la pratique professionnelle des évaluateurs agréés du Québec et en développant activement cette profession.